

Vaccination

Savoir pour agir

Quelques jours avant l'annonce d'une possible obligation pour les onze vaccins chez l'enfant, Coopération Santé réunissait des spécialistes de tous horizons pour débattre de la politique vaccinale. Un impératif de santé publique, dans un pays marqué par les réserves d'une partie de l'opinion.

Le chiffre a fait grand bruit. En septembre 2016, une vaste enquête britannique menée dans 67 pays classait la France championne du monde de la défiance vaccinale. 41% des personnes interrogées estimaient que « les vaccins ne sont pas sûrs ». Un coup de semonce pour la communauté médicale et scientifique, alors que les taux de vaccination ont décliné de façon alarmante pour certaines pathologies infectieuses, comme la rougeole ou la grippe. En organisant le 16 mai dernier un colloque consacré à la vaccination, dans un lieu hautement symbolique (l'Institut Pasteur), Coopération Santé a voulu contribuer à la prise de conscience collective. A défaut d'une politique volontariste et cohérente de la part des pouvoirs publics, le risque est grand que des maladies éradiquées ou « en sommeil » ne réapparaissent en France.

Perte de valeur

Les deux tables rondes, réunissant médecins infectiologues, sociologues, industriels, professionnels de santé et associations de



Alain Coulomb, président de Coopération Santé
Pourquoi ce thème ?

« Les infections restent une menace majeure pour l'homme. Et les vaccins-ainsi que les traitements anti-infectieux et l'hygiène- sont des moyens extraordinaires pour réduire les risques. Nous avons la chance de vivre dans un pays où ces moyens existent, mais leur mise en œuvre connaît aujourd'hui une crise profonde, dont les causes sont multifactorielles.

Ce qui frappe aujourd'hui, c'est la méfiance d'une partie croissante de la population. Un phénomène d'autant plus préoccupant qu'il s'inscrit dans un contexte volontiers complottiste, faussement étayé par des « faits alternatifs » et des assertions non fondées mais génératrices d'angoisses. En toile de fond c'est la résurgence de la « pensée magique » systématiquement déployé contre une science dont les

progrès fulgurants font peur. Sans stigmatiser ces comportements, il s'agit de tracer les voies d'un dialogue plus serein et plus largement partagé. C'était l'objectif de ce colloque, que nous espérons avoir atteint. »

patients, ont illustré la complexité du sujet. La défiance vaccinale dépend de multiples facteurs : des maladies « oubliées », un parcours vaccinal complexe, des réseaux de « désinformation » bien organisés, des professionnels de santé peu impliqués, des autorités sanitaires incapables de promouvoir efficacement le réflexe vaccinal... Plus que tout, les experts du secteur s'inquiètent d'un fait sociétal : la protec-

tion collective, valeur-clé de toute politique vaccinale, semble perdue de vue par une partie de la population.

Tous ensemble

Des solutions existent, néanmoins, à l'instar des propositions formulées durant ce colloque. Mieux former les professionnels, coordonner leur implication, sensibiliser la population, combattre la « mauvaise information », clarifier le calendrier vaccinal, améliorer la disponibilité des produits : c'est une politique globale qu'il faut mener, à la fois sanitaire, pédagogique et organisationnelle. En animant les débats autour de cette thématique majeure de santé publique, Coopération Santé entend contribuer à son élaboration. Il est d'ailleurs à noter que, un mois plus tard, Agnès Buzyn annonçait son intention de rendre obligatoire l'administration des onze vaccins chez l'enfant.



Pr François Bricaire, infectiologue, Membre de l'Académie de médecine
« Ecouter pour être mieux entendus »

« Savoir pour agir : le titre du colloque résume bien les défis de la politique vaccinale. Elle est critiquée par une partie de la population, à défaut de bien connaître et bien comprendre les enjeux en termes de protection sanitaire. Les citoyens perdent de vue la portée de l'acte vaccinal : en me protégeant, je protège aussi mes proches. La désinformation entretenue par les anti-vaccination, relayée par certains professionnels et écoutée de façon parfois complaisante par les pouvoirs publics, témoigne également d'une forme de refus de la science. Tous ces paramètres, nous devons bien les analyser pour y répondre efficacement et gagner cette bataille de la raison contre les fausses croyances. »



Du savoir-faire au savoir-être

C'est en sachant partager les savoirs et les savoir-faire avec la population que les experts de la vaccination sauront convaincre. A condition de sortir du discours « descendant » et exclusivement scientifique.

Face à la désinformation habilement entretenue par les adversaires de la vaccination, il faut encore et toujours rappeler avec fermeté les données de la science. C'est la conviction du Pr Philippe Sansonetti, enseignant au Collège de France et auteur d'un best-seller récent sur le sujet. Rappelant d'abord les progrès sanitaires considérables apportés depuis trois siècles par la vaccination, il déplore la « mémoire courte » des Français, ainsi que le repli individualiste. « Ils ont oublié les ravages provoqués par des maladies aujourd'hui ignorées, mais dont certaines ne sont qu'en sommeil. Et ils ont également perdu de vue les valeurs de solidarité attachées à l'acte vaccinal, celles d'un bénéfice individuel pour un bien-être collectif. » Chercheur à l'Institut Pasteur, il sait à quel point le vaccin s'intègre dans



Pr Philippe Sansonetti
« La vaccination reste l'un des victoires majeures de la santé publique au 20ème siècle, notamment parce qu'elle présente un rapport coût/efficacité exceptionnel. On a éradiqué ou

quasiment fait disparaître des maladies, graves ou mortelles, extrêmement chères à prendre en charge. »



Pr Odile Launay
« La couverture vaccinale est contrastée selon les pathologies, mais elle est notoirement insuffisante dans certaines situations préoccupantes. C'est le cas pour le rappel de la coqueluche à l'adolescence,

l'hépatite B chez l'adolescent, les rappels DTP chez l'adulte et le ROR 1^{ère} dose ainsi que le méningo coque C. »

une approche plus globale de réduction des risques sanitaires. « Il faut mieux informer la population sur la nécessité de la vaccination, car elle permet aussi de réduire l'impact de l'antibiorésistance, de prévenir l'émergence en France métropolitaine de pathologies exogènes comme la dengue, ou encore de renforcer la protection des personnes qui ne peuvent être vaccinées. »

La rougeole, un cas emblématique

Infectiologue et PU-PH à l'hôpital Cochin, le Pr Odile Launay décrit avec précision l'importance des objectifs de couverture vaccinale, variables d'une affection à l'autre. « Les Français ont oublié les dangers de pathologies comme la poliomyélite, la diphtérie ou la coqueluche, explique-t-elle. Mais la plupart restent une menace en cas de couverture insuffisante. » Elle s'attarde sur l'épidémie de rougeole, qui a touché 25 000 personnes entre 2008 et 2015, engendré 1000 hospitalisations et provoqué 10 décès. « Ce qui est dramatique, c'est que sept ont concerné des personnes immuno-déprimées, donc non vaccinables. Des décès évitables si leur entourage avait été vacciné. »

Des professionnels en relais de la défiance

Si la défiance s'installe, les pouvoirs publics sont en partie responsables, faute d'avoir affiché une politique claire depuis plusieurs décennies. « Par rapport à d'autres pays, la France est à la fois lente, peu performante, pour un résultat inférieur pour la plupart des vaccins », indique Dominique Perrot, directeur Systèmes de santé chez QuintilesIm. Sociologue et chercheur à l'IRD, Jocelyn Raude ausculte la force de la controverse vaccinale à travers le monde. « Ce débat est marqué par la désinformation, voire des positions complotistes, à partir de sites très bien faits qui ont l'apparence du sérieux, observe-t-il. Le plus emblématique de ces vaccino-sceptiques n'est autre que Donald Trump, mais d'autres cautions, notamment scientifiques apportent du poids à cette croisade. Surtout, de nombreux professionnels de santé contribuent à relayer la défiance vis-à-vis des patients. »

EN CHIFFRES

83 % c'est, en France en 2015, le taux de vaccination contre l'hépatite B des nourrissons d'un an, contre 89% en Allemagne et de 92 à 98 % dans cinq autres pays comparables (Belgique, Irlande, Italie, Espagne, Pays-Bas). Source : QuintilesIm

24 000 c'est le nombre de cas de rougeole, constatés en France entre 2008 et 2015, à l'origine de 1500 pneumopathies graves, 34 complications neurologiques et 10 décès (dont 7 chez des malades immuno-déprimés)

41 % c'est la proportion de Français qui estiment que « les vaccins ne sont pas sûrs », dans une enquête britannique menée dans 67 pays. La France est en tête de la défiance vaccinale dans le monde.

Agir... seul (s), ensemble, comment ?

*Professionnels de santé, industriels, représentants des patients...
l'effort doit être collectif et coordonné pour renouer avec une politique vaccinale efficace et attractive.*

La politique vaccinale souffre des maux traditionnels du système de santé. Comparimenté et cloisonné, il peine à proposer un parcours vaccinal simple et attractif à la population. Curatif plutôt que préventif, il n'investit pas dans des démarches de promotion efficaces. Président de l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine (USPO, mais également vice-président de la Fédération des soins primaires (FSP), Gilles Bonnefond témoigne de la « longue marche » des pharmaciens, autorisés depuis cette année à expérimenter la vaccination contre la grippe en officine. « C'est seulement dans trois régions et uniquement pour la grippe, déplore-t-il. En réalité, la question n'est pas de savoir qui vaccine, mais comment placer la vaccination au cœur des stratégies de prévention pluriprofessionnelles. » Pour les patients aussi, la politique vaccinale suscite interrogations et inquiétudes. « Outre la complexité d'un calendrier vaccinal qui change tout le temps, le parcours vaccinal a tout du casse-tête pour les familles, souligne Chantal Jeantet, vice-présidente de Familles Rurales. Il faut d'abord une prescription puis le commander et le réceptionner chez le pharmacien, le stocker au frais, puis retourner chez le médecin... sans sortir le vaccin trop tôt du frigo ! »

Des patients souvent désorientés

L'absence de sources d'informations fiables, les discours contradictoires entre professionnels, l'attitude franchement réservée de certains sur le vaccin, l'opinion « péremptoire » de la voisine... l'environnement n'est guère rassurant pour les foyers. Et les cas de rupture de stocks, perçus comme de plus en plus fréquents,



sont incompréhensibles. « Cela fait partie de nos points d'amélioration permanents, indique Serge Montero, président du Comité Leem Vaccins. Mais cela est aussi dû à la spécificité des calendriers vaccinaux par pays, qui ne facilitent pas la production de vaccins, qui sont très longs à concevoir et à fabriquer. » Les industriels attendent un engagement plus marqué des pouvoirs publics en faveur de la vaccination, plus de points d'accès pour le patient et une meilleure anticipation des besoins afin de réduire les délais de réalisation.

Impliquer tous les acteurs

Preuve que le vaccin est un sujet de société, de plus en plus d'assureurs santé s'y intéressent. Klesia, qui compte les pharmacies d'officines dans sa clientèle, développe un programme exemplaire de vaccination contre la grippe pour ses entreprises adhérentes. « Les résultats sont très encourageants, avec un niveau de satisfaction élevé des employeurs et des salariés, et un réel impact sur l'absentéisme, précise Denis Stainier, directeur général-adjoint de Klesia. Et cela contribue à promouvoir l'acte vaccinal au sein même des pharmacies. » Tous les acteurs, donc, doivent participer à leur échelle à la promotion de la vaccination. C'est l'une des convictions de Philippe Thébaud, président de l'Alliance du cœur

et membre du groupe AVNIR (Associations Vaccin Nations Immunodéprimés Réalités). « Nous avons lancé ce mouvement qui rassemble plusieurs d'associations, car la nécessité de la vaccination est mal connue, y compris des patients qui ont le plus besoin d'être protégés sur le plan infectieux. Notre but est de sensibiliser les professionnels, qui ont un rôle-clé pour informer les patients. Un patient mal informé, c'est un patient méfiant. »

Vers l'obligation pour les vaccins de l'enfant ?

Faut-il revenir à une phase d'obligation vaccinale, même temporaire, afin de retrouver des taux de couverture vaccinale satisfaisants ? C'était l'une des préconisations de la Concertation vaccinale, lancée par Marisol Touraine et pilotée par le Pr Alain Fischer. La nouvelle ministre de la santé, Agnès Buzyn va dans ce sens, en indiquant qu'elle compte suivre le conseil pour les onze vaccins de l'enfant. Une prise de position qui a bien sûr déchainé une vague de critiques ». Mais aucun projet de loi n'est encore formellement engagé. Et il faudra, si c'est le cas, étudier les détails du texte. La Commission Fischer proposait notamment une « clause d'exemption » pour les familles hostiles à la vaccination, permettant que la responsabilité de l'Etat soit dérogée en cas d'infection pour les personnes concernées.



Chantal Jeannet,
vice-présidente
de Familles
Rurales

« Au-delà de l'enfance, il y a un manque de suivi flagrant de la vaccination, à l'adolescence et à l'âge adulte. C'est

dû à la méconnaissance des risques, il faut donc renforcer l'information. Et il peut être également utile de former des professionnels en contact avec les parents, comme les assistantes maternelles, le personnel des crèches, les éducateurs, la médecine scolaire et universitaire. »



Les dix recommandations du Pr Bricaire

- 1) Accepter le débat : expliquer, répondre (composition, effets indésirables, experts, industriels...)
- 2) Mieux former le corps de santé : Faculté. Médecins généralistes. Infirmiers. Pharmaciens...
- 3) Expliquer les maladies Infectieuses : persistance, dangers, mortalité, séquelles...
- 4) Proposer une « voix » porte-parole indépendante
- 5) Harmoniser les calendriers vaccinaux (international)
- 6) Sensibiliser et Former dès l'école (instruction civique)
- 7) Faire passer les messages avec les mêmes armes que les anti-vaccinaux
- 8) Discuter et expliquer : « obligatoire-recommandé-indispensable-exigible »
- 9) Elargir les accès à la vaccination : Infirmières, Pharmaciens ...
- 10) Responsabiliser les citoyens : risque et « sanctions! »



Jocelyn Raude,
sociologue,
EHSP et IRD

« Les polémiques autour de la vaccination s'accroissent avec la transformation radicale du marché de

l'information. Les réseaux sociaux multiplient la diffusion de messages non vérifiés, sans le filtre de journalistes spécialisés. La crédibilité des institutions est également faible sur ce sujet. Et de nombreux professionnels de santé, encore écoutés par la population, brouillent le discours officiel en évoquant leurs propres doutes. »



Dominique Perrot,
directeur
Systèmes de
santé chez
QuintilesIMS

« Nos statistiques montrent que les carences de la politique vaccinale

en France ne datent pas d'hier. Elles sont antérieures aux polémiques sur la grippe H1N1 ou les vaccins récents. Mais ce n'est pas une fatalité, et la France peut bien mieux faire si la mobilisation est générale. »



Gilles Bonfond,
président de
l'USPO, vice-
président de
la FSP

« Le niveau de vaccination est trop faible chez certains professionnels de santé,

notamment les infirmières. Ils sont pourtant en contact avec les patients souvent les plus fragiles. Il faut un sérieux effort de sensibilisation auprès d'eux. »



Serge Montero,
président du
Comité Leem
Vaccins

« Le vaccin n'est pas un produit de santé comme les autres. Les cycles de production sont très longs et 70% du temps

est consacré au contrôle. Les industriels ont besoin d'une meilleure prévisibilité et d'une plus grande cohérence sur les stratégies vaccinales.



Denis Stainier,
directeur
général-
adjoint de
Klesia

« Nous voulons être un acteur engagé et responsable. Tout le monde a intérêt à se mobiliser

contre la grippe, d'abord pour le bien-être des patients, mais également pour les coûts évités pour l'entreprise, le payeur public, la collectivité dans son ensemble. »



Philippe Thebault,
président de
l'Alliance du
cœur, membre
d'AVNIR

« Il faut soutenir les associations pour qu'elles deviennent un relais plus

efficace de la vaccination. C'est notamment essentiel pour mieux articuler le parcours vaccinal pour les patients à risque, dont l'état de santé peut être gravement compromis en cas d'infection. »

Avec le soutien institutionnel de :



Partenaires : Association François Aupetit, groupe AVNIR, Familles Rurales, Fédération des Soins Primaires, USPO.

Coopération Santé

cooperation-sante@wanadoo.fr - annedeboismenu@orange.fr - www.cooperation-sante.fr